LE PROGRÈS MARDI 9 JANVIER 2018

SOCIÉTÉ ENFANCE

Violences sexuelles : les mineurs oubliés

L'association Stop aux violences sexuelles réclame une meilleure prise en compte des agressions subies par les mineurs.

■ **En Europe, un enfant sur cinq est victime de violences sexuelles. Et la France ne fait pas figure d'exemple pour éradiquer le phénomène.** Photo AFP

« On occulte la partie immergée de l'iceberg : un enfant sur cinq est victime de violence sexuelle en France. Et dans notre pays, la seule étude menée sur le sujet dit que 31 % des mineurs sont concernés. » Violaine Guérin tire la sonnette d'alarme. Avec l'association Stop aux violences sexuelles (SVS) qu'elle préside, cette endocrinologue et gynécologue plaide pour une meilleure prise en compte de la parole des mineurs et un accompagnement à la hauteur des traumatismes vécus. « Dans 80 % des cas, le jeune connaît son agresseur. Chez les enfants, il n'est pas question de domination d'un homme sur une femme, mais bien de celle d'un adulte sur un enfant. Garçons et filles sont touchés », rappelle-t-elle.

Pour une fin de la prescription

En marge des 5es Assises nationales sur les violences sexuelles qui se tiennent jusqu'à aujourd'hui à Paris, Violaine Guérin martèle son souhait de voir ces crimes devenir imprescriptibles et demande que les personnes coupables de tels actes sur des mineurs soient systématiquement inscrites au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (Fijais).

À ses côtés, l'ancienne sénatrice du Rhône Muguette Dini insiste sur « la nécessité de fixer une majorité sexuelle claire », et rappelle que le chiffre de 15 ans évoqué dans le projet de loi qui doit prochainement être examiné reste « en dessous de la moyenne européenne ». « Le consentement est différent du consentement éclairé », complète la présidente de SVS : « À chaque âge son message audible ; il est par exemple possible de faire de la prévention sans parler de sexe. Mais pour sentir qu'on peut parler, il faut sentir qu'on peut être entendu. »

La France à la traîne

« La parole s'ouvre de façon planétaire, et c'est fondamental. Mais dans notre pays, on minimise encore trop les violences sexuelles, avec des mots comme "chatouilles", "caresses" et "grivoiseries" », s'insurge Violaine Guérin. Si les travaux de recherche menés établissent un lien entre pathologies et agressions (48 % de tentatives de suicides chez les femmes concernées et 18 % chez les hommes, récurrence des allergies ou de problèmes gynécologiques), Stop aux violences sexuelles estime que la France n'agit pas assez efficacement pour rattraper son retard sur les pays anglo-saxons : « On a rencontré tous les ministères, sauf le ministère de la Santé : c'est un comble. Il y a pourtant 13 millions de personnes touchées en France, on peut donc parler d'épidémie. » Selon l'association, le coût médico-économique d'un plan de lutte efficace serait d'au moins 10 milliards par an : « Hommes comme femmes, victimes comme auteurs, il faut prendre le problème dans sa globalité. »

Sylvain Moreau

Un plan sur les inégalités salariales

Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, a annoncé hier qu'« un plan dur et concret » sur l'égalité salariale devrait voir le jour d'ici à « quelques semaines ou mois ». Interrogée sur l'idée qu'une salariée puisse demander, comme en Allemagne, à connaître le salaire de son collègue, la secrétaire d'État ne s'est pas opposée à l'idée : « Non, ça ne me choque pas. C'est une bonne idée, bien sûr. »